

**2 juin 2005, Montréal**

**Allocution à l'occasion d'une soirée du Parti Libéral à Montréal**

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais d'abord remercier tous les organisateurs de cette belle soirée, Claire O'Connell et tous ses bénévoles, et j'aimerais vous remercier d'être ici en si grand nombre. Je veux dire un bonsoir spécial aux présidents d'associations qui sont ici pour représenter toutes nos associations de comtés et leur dire merci pour leur travail. Il est impossible pour moi de vous dire à quel point il est agréable d'être chez moi. De se retrouver entre amis. Des Québécois, unis par leur attachement inébranlable aux valeurs canadiennes. Des libéraux, unis par leur confiance dans l'avenir de notre pays.

En juillet, j'irai en Écosse pour participer au prochain sommet du G8. Bien sûr, il y aura un agenda officiel, mais comme durant les dernières réunions internationales auxquelles j'ai participé, les discussions de corridors seront aussi importantes et sans doute porteront sur un sujet inévitable : le fait que sur le plan économique, notre monde est actuellement dominé par les États-Unis, l'Europe, la Russie et le Japon. Mais deux nouveaux géants économiques – la Chine et l'Inde – occuperont une place de plus en plus importante sur l'échiquier économique mondial.

Quelles sont les conséquences de ces transformations et qu'est-ce que cela signifie pour le Canada? Ce sont ces questions que j'aimerais aborder avec vous ce soir. La Chine et l'Inde, deux nations qui, à elles seules, constituent plus du tiers de la population mondiale. Elles sont, comme vous le savez, sur une envolée économique qui donnera naissance à une nouvelle classe moyenne de plus d'un milliard de consommateurs. Pour un grand nombre de pays, l'émergence de ces pays est à la fois source de promesses et de périls. Pour le Canada, vu notre petit marché intérieur et notre énorme capacité d'exportation, je crois, malgré la compétition accrue, que cette nouvelle réalité nous offre des possibilités sans précédent. À une condition.

Dans notre cas, étant une nation de seulement 32 millions d'habitants, nous devons assurer que notre pays est prêt, en tout temps, à faire face aux nouveaux défis, il faut miser sur nos forces et être à l'avant-garde du changement, si nous voulons réussir parmi ces titans. Comment y parvenir? Il faut d'abord protéger notre intégrité fiscale. Je me souviens d'avoir visité, en 1994, les capitales financières à travers le monde. J'ai rencontré les représentants des institutions qui détenaient la dette du Canada. À cette époque, ils me disaient tous, sans exception, que non seulement, le Canada était dans une situation financière désastreuse, mais qu'ils ne voyaient pour nous aucun moyen de s'en sortir.

C'était toute une expérience pour un nouveau ministre des Finances. Nous avons réussi alors que personne ne pensait que c'était possible. Aujourd'hui, nos états financiers sont parmi les meilleurs au monde. Et nous avons tiré une leçon très importante de cette époque. Nous ne pouvons plus jamais permettre au gouvernement de vivre ainsi au-dessus de ses moyens. Le prix à payer est trop grand.

Et c'est dans ce contexte que j'aimerais vous parler du plan de mon gouvernement pour préparer l'avenir. Mais avant de le faire, je tiens à dire un mot au sujet des commandites. Lorsqu'on parle des finances publiques, on parle de l'argent durement gagné par les contribuables. Ce qui s'est passé dans cette affaire est inacceptable. L'argent des contribuables a été mal utilisé et mal dépensé. Je comprends que les Québécois soient déçus. Je comprends aussi la déception des libéraux.

C'est nous, libéraux, qui avons fait le ménage des finances publiques, Et nous ne l'avons pas fait pour laisser un groupe d'individus briser la confiance dans l'administration publique de notre pays et ternir la réputation de notre parti. C'est pour cela que je suis déterminé à faire toute la lumière sur cette affaire. C'est pour cela que notre gouvernement a mis en place la Commission Gomery. C'est pour cela que notre gouvernement s'est engagé à faire le ménage que nous sommes en train de faire. Et nous n'arrêterons pas avant que, d'une part, nous ayons l'assurance que les nouvelles mesures mises en place empêcheront à jamais la répétition de tels événements et, d'autre part, que ceux qui ont abusé du système répondent de leurs actes.

Je vous assure, comme Premier ministre, que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que votre gouvernement mérite votre respect. Ceci étant dit, revenons maintenant à notre plan visant à permettre au Canada de prendre sa place dans un monde de géants économiques. Comme je l'ai déjà mentionné, ce plan se base sur l'intégrité économique de notre pays. Tout commence par un engagement inébranlable à ne jamais retourner dans les années de noirceur fiscale. Pendant des décennies, non seulement le Canada avait des déficits, mais il avait une culture de déficits. Que le gouvernement soit libéral ou conservateur, c'était du pareil au même.

Nous avons mis fin à tout cela. Nous avons équilibré les budgets. Et comme résultat, l'économie et les finances publiques du Canada sont maintenant des forces nationales qui nous distinguent. De tous les pays du G8, nous sommes le seul avec des surplus budgétaires. Nous sommes le seul à rembourser sa dette. Nous avons la meilleure croissance du niveau de vie de tous les pays du G8. Nous avons la meilleure croissance de l'emploi. Nous avons un faible taux d'inflation. Des taux d'intérêt avantageux. Nous avons 30% moins de chômage qu'il y a une décennie. C'est pourquoi il est maintenant plus facile pour les Canadiens de trouver un bon emploi, d'acheter une maison et de payer leurs comptes. C'est pourquoi les Canadiens peuvent à nouveau rêver.

C'est clair qu'on a fait beaucoup au cours de la dernière décennie pour parvenir à ces réussites économiques. C'est clair aussi qu'on ne doit pas s'asseoir sur nos lauriers, qu'il faut faire encore plus. Parce que le monde à l'extérieur de nos frontières évolue de façon fondamentale, il faut à tout prix nous donner la souplesse nécessaire afin de faire face aux problèmes inattendus. Il faut s'assurer de ne plus jamais retourner en déficit. Il faut continuer d'avoir des surplus budgétaires.

Certains économistes vous diront que cela ne pose pas de problème si un gouvernement enregistre un déficit de temps à autre, en autant qu'un équilibre puisse s'établir au cours du cycle financier. Je ne suis pas d'accord. J'ai préparé le budget pendant neuf ans, et je sais que la discipline constitue l'outil le plus important pour contrôler les dépenses. Jusqu'ici, en

parlant de notre plan pour assurer notre réussite face aux géants économiques, je vous ai parlé de l'importance de continuer à produire des surplus.

Maintenant, j'aimerais vous parler de quelques-uns des choix d'investissement que nous devons faire à l'égard de ces surplus. C'est-à-dire les façons de réinvestir dans le Canada, afin d'assurer qu'il soit plus productif, plus compétitif. Prêt à faire face à l'avenir. Quels sont ces investissements?

En premier lieu, il faut réduire la dette. Comme gouvernement, nous l'avons déjà réduite de plus de 60 milliards de dollars. Mais avec une population vieillissante, nous ne pouvons pas prendre de répit si nous voulons continuer de bien performer. Dans les années 90, la proportion de notre dette approchait 70 % de notre PIB. Elle est maintenant à 38 %. Lorsqu'on compare cette proportion à celle des provinces, on s'aperçoit qu'elle est encore plus élevée que la moyenne, plus élevée, par exemple, que celle du Québec. Au cours des prochaines années, nous devons donc continuer de réduire le ratio de notre dette. Nous voulons l'amener à 25 %.

Ensuite, nous devons réduire les impôts. Nous les avons déjà réduits de 100 milliards au cours des cinq dernières années. C'est la réduction d'impôts la plus importante de l'histoire du Canada. Mais il faut continuer.

Troisièmement, réinvestir dans le Canada signifie investir dans l'innovation. Depuis 1997, nous avons doublé l'appui à la recherche dans les universités et hôpitaux. Par exemple, nous avons investi pour la création de 34 nouvelles chaires de recherche attribuées aux universités québécoises. C'est dans les laboratoires de nos universités à Montréal, à Sherbrooke, à Québec, à Rimouski, au Saguenay et en Abitibi que se feront les travaux qui auront un impact direct dans la vie des Canadiens et qui créeront les industries canadiennes de demain. Et dans l'avenir, nous allons continuer d'investir dans la recherche au Canada. Pourquoi? Parce que l'ingéniosité et la spécialisation sont essentielles si le Canada, une nation de 32 millions d'individus, veut prospérer parmi les titans de demain. Réinvestir dans le Canada signifie aussi travailler avec les provinces et les territoires.

Par exemple, ici au Québec, cette collaboration s'est illustrée avec l'entente sur les congés parentaux. Cette entente reconnaît que le régime du Québec est novateur. Elle témoigne aussi de l'engagement des deux gouvernements à aider les parents qui veulent concilier travail et famille. En même temps, nous avons conclu d'autres ententes, dans d'autres domaines, avec d'autres provinces et territoires. Et je suis certain que nous en signerons encore avec le Québec et d'autres provinces au fur et à mesure des besoins. Pourquoi? Parce que dans un pays aussi diversifié que le Canada, il est dans l'intérêt national de répondre aux besoins régionaux. Bien sûr, l'intérêt national va mener principalement à des solutions nationales, mais il y va également de notre intérêt collectif d'aider chaque région à être forte selon ses besoins spécifiques.

Par exemple, lorsqu'on investit dans l'industrie de l'aéronautique comme nous l'avons fait avec le projet d'avions de la série C, nous le faisons non seulement pour Bombardier et son siège social au Québec, on le fait parce que si la grande région de Montréal est forte, le Québec sera fort. Et si le Québec est fort, le Canada est fort.

Finalement, s'assurer que le Canada réussit signifie rappeler aux Américains que le libre-échange veut dire effectivement échange libre. Il y a deux mois, j'étais au Texas, où j'ai signé un nouveau partenariat pour la prospérité avec le président Bush et le président Fox du Mexique. Il est dit dans l'entente qu'il y va de notre intérêt commun de réagir à la montée de la Chine et de l'Inde en bâtissant une économie nord-américaine plus intégrée. Mais cela fonctionnera seulement si les Américains s'abstiennent de violer l'esprit des accords qui nous régissent sur le plan du commerce. L'ALENA a été une réussite, mais il subsiste toujours des problèmes inquiétants comme les répercussions de la crise de la vache folle et les attaques répétées contre nos exportations de bois d'œuvre. Nous ne pouvons tolérer cette situation.

En un mot, l'ALENA doit se munir d'un mécanisme de règlement des différends objectif et exécutoire. Un mécanisme qui permet de résoudre les litiges dans un délai raisonnable. Payer notre dette, baisser les impôts, investir dans la recherche, collaborer avec les provinces et territoires, défendre le libre-échange, tels sont les éléments essentiels à la compétitivité du Canada. Cela dit, notre productivité et notre compétitivité dépendent aussi de notre volonté de réinvestir dans des programmes qui améliorent la qualité de vie de nos citoyens.

Nous ne partageons pas la vision de chacun pour soi des Conservateurs auxquels le Bloc a choisi de s'allier. D'ailleurs, on voit bien à quel point le Bloc fait passer son obsession référendaire avant les intérêts du Québec et la façon dont Gilles Duceppe met ses ambitions personnelles avant celles des Québécois. Gilles Duceppe a dit qu'il n'y avait rien pour le Québec dans l'entente qui complète le budget. Est-ce que son obsession référendaire le rend aveugle? Comment explique-t-il aux Québécois que selon lui, les investissements dans nos universités québécoises, dans le logement abordable, dans l'environnement et l'aide internationale ne sont pas bons pour eux?

Si le Bloc avait vraiment voulu défendre les intérêts du Québec, il aurait voté en faveur du budget. Parce que les priorités du budget sont intimement liées aux priorités des Québécois. C'est clair que les députés du Bloc n'ont qu'une priorité, peu importe les besoins des Québécois, c'est de briser le Canada. Et ça, ils ne réussiront jamais. Celui que je ne suis pas capable d'expliquer, c'est Stephen Harper.

Il ne réalise pas que ses manigances avec Gilles Duceppe mettent en péril la stabilité de notre pays. On sait qu'il voulait participer à la guerre en Iraq, qu'il voudrait rouvrir le dossier du bouclier anti-missile, qu'il ne croit pas dans la protection des droits de toutes les minorités. Mais comment expliquer son agenda commun avec les séparatistes? En tout cas, revenons donc à nos priorités.

Parce que l'on reconnaît les pressions financières auxquelles les provinces font face, l'automne dernier, nous avons mis en place une nouvelle entente sur la péréquation. C'est aussi pourquoi nous avons signé une entente sur la santé. Parlons-en un peu. Depuis des années, les deux niveaux de gouvernement se renvoyaient la balle sur la question du financement des soins de santé. Chaque année, on revenait à la case départ.

En septembre dernier, nous avons décidé que la seule façon de remédier à ce problème était d'en arriver à une entente à long terme. C'est ce que nous avons fait. L'entente prévoit 41

milliards de dollars additionnels en transferts du fédéral aux provinces, sur dix ans. Ces investissements visent les domaines les plus pressants, comme l'accès aux soins, les temps d'attente et l'imputabilité envers les citoyens. En travaillant avec les provinces et les territoires nous en sommes venus à une entente signée par tous les premiers ministres sans exception.

Pour atteindre les objectifs communs, Jean Charest et moi avons signé une entente asymétrique qui permet de tirer parti de la diversité qui caractérise notre pays. Pour l'année prochaine seulement, cette entente signifie 471 millions de dollars de plus dans les coffres du Québec. Un total de 9,6 milliards de dollars de plus sur dix ans. C'est là un investissement dans notre avenir collectif. Vient ensuite notre nouveau Pacte avec les villes et les collectivités.

Depuis des années maintenant, elles se débattent pour maintenir les infrastructures et les services publics. Et elles le font avec des ressources limitées qui ne suivent pas le rythme de la croissance économique. Notre gouvernement comprend que la qualité de vie des Canadiens et notre compétitivité est influencée par la vitalité de nos communautés. Nous voulons que nos villes soient des endroits où il fait bon vivre, travailler et élever une famille en toute sécurité. Il faut pour cela nous assurer qu'elles ont les revenus nécessaires. C'est pourquoi nous avons recherché une solution à long terme.

Premièrement, nous avons mis en place un remboursement de la TPS. Et maintenant, nous leur transférerons une portion de la taxe fédérale sur l'essence. Cette mesure acheminera des milliards de dollars supplémentaires vers des projets locaux. Nous avons déjà signé des ententes avec la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Yukon. Nous voulons en signer avec toutes les provinces et territoires, incluant le Québec, le plus rapidement possible. C'est là aussi un investissement dans notre avenir collectif.

Enfin, notre programme national pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Je n'ai certainement pas besoin d'expliquer aux Québécois l'importance d'un tel programme. L'expérience québécoise en matière de petite enfance est remplie de leçons dont tout le reste du pays peut tirer avantage. Le système fédéral canadien offre un cadre souple qui permet aux bonnes idées expérimentées dans une province d'être éventuellement mises en œuvre dans tout le pays.

C'est cette même approche qui, dans les années soixante, a conduit les gouvernements de Jean Lesage et de Lester Pearson à assurer la sécurité de nos aînés, avec le Régime des rentes du Québec, en parallèle avec le Régime de pensions du Canada. Telle est l'essence du fédéralisme coopératif au Canada. Créativité et innovation au palier provincial menant à la coopération à l'échelle nationale. Un habile équilibre entre les principes de solidarité et d'autonomie. Nous pouvons aujourd'hui, avec flexibilité et créativité, faire la même chose avec l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. C'est là aussi un investissement dans notre avenir collectif.

Enfin, lorsqu'on parle d'un Canada qui est prêt à prendre sa place parmi les titans économiques. Il faut aussi parler du rôle du Canada dans le monde. Pour moi, il n'y a aucune contradiction entre un Canada qui réussit bien et un Canada qui fait le bien à l'extérieur de ses frontières. Au contraire, ces notions vont de pair. Car le Canada est directement avantagé

dans un monde plus sécuritaire et plus prospère. Dans le développement et la poursuite de sa politique étrangère, le Canada a voulu se donner une voix autonome dans le monde. Une voix originale qui lui ressemble et des objectifs qui nous rassemblent.

C'est d'ailleurs cette voix-là qui s'est exprimée lorsque nous avons été les premiers à envoyer des troupes en Haïti et lorsque nous avons contribué 16 millions de dollars pour le déploiement de policiers civils pour assurer la sécurité des Haïtiens, lorsque nous avons décidé de ne pas participer à la guerre en Irak et lorsque nous avons décidé de ne pas participer au bouclier anti-missile. C'est aussi pourquoi le Canada est très actif en Afghanistan et pourquoi nous avons accepté de diriger la mission internationale pour les élections en Irak. C'est pourquoi le Canada joue un rôle clé dans la lutte contre le VIH/sida et que nous agissons comme leader dans l'appui que nous donnons à l'Union africaine, pour promouvoir la paix à long terme au Darfour.

C'est avec ce désir de préparer l'avenir, que le Canada non seulement a ratifié l'entente de Kyoto, mais que nous allons aussi jouer un rôle de leadership dans les négociations internationales de l'après-Kyoto. C'est pourquoi, en décembre prochain, Montréal sera l'hôte de la onzième conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques. Du refus de participer au Bouclier anti-missile, à la ratification du Protocole de Kyoto, ce n'est pas une coïncidence que le Québec et les ministres québécois à Ottawa jouent un rôle crucial dans la définition des positions canadiennes.

J'en profite d'ailleurs pour remercier les députés, ministres et sénateurs de chez-nous, qui chaque jour défendent et font la promotion des intérêts du Québec. Contrairement au Bloc, ils prennent part aux décisions, ils façonnent notre avenir. Par ses idéaux progressistes, ses valeurs sociales, son originalité à faire les choses différemment, le Québec joue un rôle déterminant au sein du Canada.

Comme Québécois et comme Canadien, il est impossible pour moi de ne pas constater à quel point nous sommes privilégiés de vivre dans une fédération qui permet la conciliation de notre diversité avec nos ambitions communes, et quand je me tourne vers l'avenir, c'est impossible de ne pas voir l'énorme potentiel du Canada. Nous avons tant d'atouts, unis dans notre détermination à bâtir pour les années à venir. Partout on voit des Canadiens prêts à saisir les occasions qui se présentent.

C'est pour cela que je crois en un gouvernement qui identifie les forces qui influenceront sur notre monde et qui s'assure que nous réussirons. C'est pour cela que je crois dans un Canada qui représente nos valeurs et nos intérêts sur la scène mondiale. Que je crois dans un Canada responsable financièrement et qui prend toutes les mesures pour avoir une économie florissante. C'est pour cela que je crois dans un Canada avec de meilleurs soins de santé et des services de garde abordables. Un Canada où les villes et les collectivités sont dynamiques. C'est pour cela que je crois dans un Canada avec un environnement plus sain et qui fait une différence dans le monde. C'est pour cela que je crois dans un Canada dans lequel les Québécois se reconnaissent, dans lequel ils réalisent leurs aspirations.

C'est ça le Canada dans lequel je crois. C'est le Canada que l'on bâtit ensemble.

Merci.

